

Groupe de recherche sur l'intégration continentale

Chronique de septembre 2001



Les Amériques après le 11 septembre

Afef Benessaïeh et Christian Deblock

Plus rien ne va dans les Amériques. Déjà vacillante, l'économie américaine semble maintenant entraînée, depuis les attentats du 11 septembre, dans une spirale récessionniste, que les efforts concertés et les interventions massives de la Réserve fédérale et du Trésor semblent avoir grand peine à enrayer. Au Canada et au Mexique également, tous les signaux sont au rouge. Dans le reste du continent, tous les yeux sont maintenant tournés vers l'Argentine et le Brésil, placés l'un comme l'autre sous haute surveillance financière, et toutes les prévisions économiques ont été révisées à la baisse. Il n'y a pas que les Amériques qui sont menacés par le spectre de la récession. En Europe, la croissance économique ralentit rapidement. Il en va de même en Asie, où ce n'est plus seulement le Japon qui est en récession, mais également Taïwan, Singapour, Hong Kong, pour ne mentionner qu'eux, et, dans chacun des cas, il s'agit d'un précédent historique. Seuls, la Chine et l'Inde semblent tenir la route. Les marchés boursiers et financiers sont également sous tension, et à la crise mondiale que traversent les secteurs de l'informatique et des communications vient s'ajouter maintenant celle du transport aérien, de l'industrie touristique et, comme on s'en doute, du transport. Mais tout cela n'empêche toutefois pas les États-Unis d'aller de l'avant, et plus résolument que jamais, sur le front commercial comme sur le front de la lutte contre le terrorisme, mêlant à la fois patriotisme économique et relance économique, ouverture des marchés et lutte contre le terrorisme, au nom de la défense de la liberté et des intérêts de la nation.

*

* *

Conjoncture économique

États-Unis

En début d'année, alors que les premiers signes de retournement de la conjoncture étaient déjà visibles, Allan Greenspan estimait qu'il fallait laisser le cycle économique aller jusqu'au bout de

sa course. En août dernier, le scénario était quelque peu changé : l'économie américaine était en train de glisser doucement dans la récession, selon le schéma, aujourd'hui d'un goût douteux, de l'atterrissage en douceur. Celle-ci devait

toutefois être de courte durée, voire même évitée, grâce aux remboursements d'impôt et au doigté de la Réserve fédérale (chronique août). Depuis les événements tragiques du 11 septembre, le ton n'est pas à l'alarmisme, pour ne pas effrayer les consommateurs et les investissements, mais il est franchement au pessimisme. Pour le président de la Réserve fédérale, la conjoncture économique s'est très sérieusement dégradée, au point de nécessiter un relâchement de la contrainte monétaire à faire frémir tout bon monétariste qui se respecte. Mais le temps n'est plus au dogmatisme, mais au pragmatisme.

Le dernier Livre beige de la Réserve fédérale, en date du 19 septembre, confirmait l'atonie de l'économie américaine en août et au début septembre, et les dernières statistiques ne sont guère encourageantes. En août, le taux d'utilisation de la capacité de production est tombé à 76,2 %, contre 82,4 % au mois d'août de l'année dernière. Les investissements des entreprises sont en chute libre, de - 11,9 % au deuxième trimestre de cette année, la production industrielle a baissé de près de 5 % depuis le début de l'année (- 0,8 % en août), et l'indice de confiance des consommateurs du Conference Board est tombé à 97,6 en septembre, contre 114 en août. Au deuxième trimestre, le taux de croissance du PIB, en glissement annuel, a été à peine de 0,3 %, contre 1,3 % au premier trimestre, mais les données sont déjà de l'ordre du passé. Le président du Comité des conseillers économiques de la présidence (*Council of Economics Advisers*), R. Glenn Hubbard, a été beaucoup plus explicite : l'économie américaine est bel et bien entrée en récession, même si, méthodologiquement parlant, ce n'est pas encore le cas (le PIB doit enregistrer une diminution pendant deux trimestres successifs). Le consensus qui se dégage parmi les économistes du Comité est que le PIB va baisser de - 0,5 % au troisième trimestre, et de - 0,7 % au quatrième. Histoire de faire bonne figure, le scénario de la courbe en V demeure, pour le moment encore, le scénario de référence, les mesures monétaires et fiscales massives devant, selon les experts, contenir les risques de dérapage et soutenir la confiance des consommateurs et des investisseurs (voir chronique d'août). Selon eux, l'économie devrait rebondir en 2002, avec des taux de croissance du PIB de 1,4 % et de 2,8 %, pour le premier et le deuxième trimestre 2002,

respectivement, et de 3,7 % pour le second semestre. Mais personne n'ose trop s'avancer, tant les éléments d'incertitude sont nombreux et les mauvaises nouvelles, qui continuent de tomber, jour après jour, font frémir les marchés.

Seuls, les économistes du FMI demeurent candidement optimistes, faisant comme s'il ne s'était rien passé, comme l'a relevé avec force ironie, *The Economist*. Présenté à la presse le 27 septembre par le nouvel économiste en chef de l'organisme, Kenneth Rogoff, le rapport sur l'économie mondiale, *World Economic Outlook*, révisé, certes, à la baisse les prévisions pour l'année en cours, mais continue de tabler sur une croissance de l'économie mondiale de l'ordre de 2,6 % pour cette année (prévisions de mai : 3,2 %), de 1,3 % pour les pays développés (prévisions de mai : 1,9 %) et de 4,3 % pour les pays en développement (prévisions de mai : 3,2 %). Par grande région, les prévisions de croissance dans les pays en développement sont, pour 2001, de 1,7 % pour l'Hémisphère occidental (mai : 3,7 %), de 5,8 % pour l'Asie (mai : 5,9 %), de 2,3 % pour le Moyen-Orient (mai : 2,9 %) et de 3,8 % pour l'Afrique (mai : 4,2).

Une simple note sur les attentats et leurs effets économiques, au demeurant ne disant pas grand-chose, accompagnait la publication de ces prévisions. Comme *The Economist*, on peut se demander à quoi peuvent bien servir des prévisions déjà dépassées, surtout si c'est pour reconnaître, comme l'a fait en conférence de presse K. Rogoff, que l'économie américaine est en récession, des propos vite démentis d'ailleurs, comme s'il y avait des choses qu'il ne fallait pas dire. De manière plus irresponsable encore, celui-ci a comparé l'effet des attentats du 11 septembre sur l'économie américaine à ceux qui ont suivi le tremblement de terre de Kobe. Même l'ancien gouverneur de la Banque du Canada, Gordon Thiessen, y est allé de propos du même genre, en faisant, quant à lui, référence à la crise du verglas au Québec de janvier 1998. Pour l'un comme pour l'autre, le choc est brutal mais passager ; il ne remet pas en question les fondamentaux des économies américaine et canadienne, qui demeurent saines et solides. On peut sourire, mais nous avons affaire à des preneurs de décisions, à des "experts" qui aident à prendre les "bonnes" décisions....

Toujours est-il que les autorités monétaires américaines, de concert avec celles des autres pays du G7, n'ont pas attendu pour intervenir massivement sur les marchés et prévenir une crise de liquidité, pour ne pas dire un krach financier. Immédiatement après les attentats, le 14 septembre, la Réserve fédérale a signé trois accords d'échange de devises (*swaps*) d'un montant jusqu'ici inégalé, 90 milliards de \$ É.U. ; soit, 50 milliards de \$ avec la Banque centrale européenne, 30 milliards de \$ avec la Banque d'Angleterre et 10 milliards de \$ avec la Banque du Canada. Les banques américaines se sont aussi immédiatement vues octroyer de nombreuses facilités et autorisations pour injecter des milliards de \$ É.U. dans l'économie, une injection soutenue par la Réserve fédérale qui entend ainsi jouer son rôle de prêteur de dernière instance et soutenir la confiance plus que vacillante des consommateurs et des entreprises. La Réserve fédérale est également intervenue avant la réouverture de la bourse de New York, lundi 17 septembre. Après des institutions financières, tout d'abord, pour les enjoindre de ne pas céder à la panique et de ne pas financer les fonds spéculatifs, ce qui n'a guère eu de résultats. Directement ensuite, en abaissant de 50 points de base les taux directeurs, le 17 septembre, avant l'ouverture de la bourse de New York. Les grandes banques centrales ont immédiatement suivi la Réserve fédérale, en baissant à leur tour leurs taux directeurs et injectant des centaines de milliards de \$ à court terme pour soutenir le secteur financier et répondre ainsi aux besoins de liquidité, ce qui a au moins permis d'éviter le pire. La concertation et la coopération entre les autorités monétaires du G7 ont été, là encore, exemplaires, ce qui tranche avec les propos de cet été de Paul O'Neil sur la futilité du G 7 et de la coopération internationale !

Devant la détérioration rapide de la conjoncture économique, la Réserve fédérale est de nouveau intervenue, le 2 octobre, pour baisser les taux directeurs de 50 points de base, ce qui ramène les taux sur les fonds fédéraux à 2,5 % et le taux d'escompte à 2 %. C'est, rappelons-le, la neuvième baisse consécutive du loyer de l'argent depuis le début de l'année, la plus forte et la plus rapide jamais enregistrée dans l'histoire de la Réserve fédérale, de 400 points de base depuis le début de l'année. On parle maintenant d'une

nouvelle baisse des taux, le 6 novembre prochain, mais Allan Greenspan n'a plus guère de marge de manœuvre. Les taux d'intérêt réels sont maintenant au plus bas depuis 40 ans ; ils sont même devenus négatifs. La baisse des taux n'aide toutefois pas le dollar, sérieusement chahuté sur les marchés des changes. Heureusement que jusqu'à présent, personne n'a encore osé soulever le voile de la dette extérieure américaine, de l'ordre de 2000 milliards de \$ É.

Toutes aussi impressionnantes sont les mesures de soutien annoncées par l'administration Bush, accompagnées de surprenantes déclarations de la part du président sur le chômage et la défense de l'emploi. Les premières mesures budgétaires annoncées visaient surtout la défense et la sécurité, la ville de New York (55 milliards) et les secteurs des assurances et du transport aérien (10 milliards), littéralement effondré depuis les attentats. Les nouvelles mesures de soutien seraient de l'ordre de 60-75 milliards de \$ É.U., ainsi que le président Bush en a fait l'annonce le 3 octobre, ce qui inclut des mesures d'aide aux travailleurs (assurance-emploi, étendue de 13 à 26 semaines, assurance-santé et fonds d'urgence du Département du Travail), le tout accompagné de mesures fiscales en faveur des entreprises, qui verraient notamment leur taux d'imposition abaissé. Au total, l'enveloppe sollicitée par le Président représente environ 1 % du PIB. Force est néanmoins de constater que les mesures ont reçu un accueil plus que favorable, de quoi soutenir l'image de "président responsable" que le président Bush entend projeter dans la crise actuelle, et, surtout peut-être, de quoi remonter le moral des marchés financiers, ce qui semble avoir été le cas.

Certains commencent néanmoins à s'inquiéter de l'impact de ces mesures sur les équilibres budgétaires, pendant que d'autres parlent d'un retour de l'interventionnisme, voire même d'un nouveau *New Deal*. N'exagérons rien. On n'en est pas là. À tout le moins, le mauvais sort semble s'acharner sur les administrations républicaines, ces dernières ayant la solide réputation de transformer la croissance en récession et d'être de piètres gestionnaires des fonds publics... Dans l'immédiat, sous l'effet combiné du ralentissement économique et des attentats, les recettes fiscales ont été inférieures de 32 milliards aux prévisions,

ce qui en dit long sur la force de la secousse qui ébranle l'économie américaine. L'excédent budgétaire pour l'exercice financier se terminant au 30 septembre ne sera que de 121, milliards \$ É.U., alors que les estimations du mois d'août prévoient 153 milliards de \$ É.U. On parle maintenant d'un déficit pour l'an prochain, entre 8 et 75 milliards de \$, alors qu'au moment où les mesures de remboursement d'impôt ont été annoncées, on tablait sur un excédent de 176 milliards de \$ pour 2002.

Canada

Au Canada également, les nouvelles ne sont pas bonnes. Les signes de récession se multiplient. La croissance du PIB a été à peine de l'ordre de 0,4 % au deuxième trimestre. Le PIB a de nouveau reculé en juillet, de - 0,1 % (- 0,2 % en juin). Le principal secteur touché est celui de la fabrication, en diminution de - 0,5 % (-0,8 % en juin). Le recul touche presque toutes les industries, surtout celles du matériel électronique et des communications, deux industries dont la production est en chute libre à l'échelle mondiale. La production d'ordinateurs et de matériel électronique a chuté de - 1,9 % en juillet ; il s'agit de la onzième baisse consécutive, la production ayant chuté de 25,3 % depuis janvier, pour se situer maintenant au niveau d'octobre 1999. Quant à l'industrie du matériel de communication, elle a vu sa production chuter de - 3 % en juillet. Parmi les autres secteurs en baisse de production, notons ceux des produits chimiques, des aliments, des meubles, des produits non métalliques, de la sidérurgie et des aciéries. Seuls échappent au recul, les industries de machines et matériel, de pièces automobiles, de produits métalliques ainsi que les raffineries de pétrole. Le secteur des services reste stable, sauf dans le commerce de gros et de détail ainsi que dans les services professions et l'industrie du spectacle.

Même constat du côté des exportations : en juillet, les exportations de marchandises ont baissé pour un troisième mois consécutif. Elles s'élèvent à 35,5 milliards de \$ Can., alors que les importations se chiffrent à 30,2 milliards de \$ Can. La tendance est à la baisse depuis janvier, où elles avaient atteint le chiffre record de 38,5 milliards de \$ Can. En août, l'emploi a de nouveau diminué, pour un troisième mois

consécutif. Le taux d'emploi s'établissait à 62,5 % (62,8 % en août 2000) et le taux de chômage atteint 7,5 % (7,2 % en août 2000). Le recul reste modéré, mais pour combien de temps ? À la différence toutefois de ce qui se passe aux États-Unis, on ne peut pas dire que les autorités monétaires canadiennes, pas plus d'ailleurs que le gouvernement dans son ensemble, brille en ce moment par son originalité et son sens de l'initiative dans la gestion de la crise actuelle. C'est plutôt l'attentisme et le suivisme qui sont la ligne de conduite générale, dans les affaires économiques comme dans les affaires internationales. Triste !

La Banque du Canada a, quant à elle, suivi le mouvement et a abaissé, le 17 septembre, de un demi point son taux directeur, le taux de financement à un jour, qui s'établit maintenant à 3,5 %, ainsi que le taux d'escompte, qui s'établit à 3,75 %. Les taux d'intérêt à court terme ont ainsi été diminués de 2,25 points depuis le début de l'année, la dernière diminution datant du 28 août. Sauf imprévu, la prochaine date d'annonce du taux directeur est le 23 octobre.

Mexique

Au Mexique, même constat qu'au Canada : les signes de récession se multiplient. Trois facteurs affectent l'économie mexicaine depuis le début de l'année : le ralentissement de l'économie américaine et son impact sur l'économie mondiale, la chute des prix du pétrole et les répercussions de la crise argentine. Le PIB réel n'a pas progressé au deuxième trimestre de cette année (base annuelle) et si, avant les événements, la Banque du Mexique restait optimiste, prévoyant un taux de croissance de 2 % environ pour cette année, le FMI, pour une fois prudente, ne prévoyait guère une croissance supérieure à 0,8 % en 2001, contre 6,9 % en 2000. En juillet, la production industrielle a baissé de - 3,3 % sur une base annuelle. Le cours des événements aux États-Unis ne devrait certainement pas aider. Signe des temps, le FMI, au terme de son examen annuel de la situation économique au Mexique, suggère au gouvernement de lui demander une ligne de crédit préventive, au cas où...

Malgré les mauvaises nouvelles, les exportations restent fortes au mois d'août, même

si, sur une base annuelle, les tendances sont nettement orientées à la baisse : 13,5 milliards de \$ É.U., contre 13 milliards au mois de juin. Les exportations du secteur de la maquila s'élèvent, pour ce mois, à 6,4 milliards de \$ É.U., contre 6,3 milliards de \$ É.U. le mois précédent. Les importations restent cependant soutenues, soit 14,2 milliards de \$ É.U., contre 13,5 milliards de \$ É.U. le mois précédent. Pour le mois d'août, la balance commerciale affiche un solde négatif de 662,6 millions de \$ É.U. (- 537,9 millions en juillet), soit + 1,6 milliards de \$ É.U. pour le secteur de la maquila et - 2,3 milliards de \$ É.U. pour les autres secteurs.

Plus intéressant, les débats politiques quant à la position adopter face à la crise économique et face au terrorisme, sont, au Mexique, beaucoup plus agités dans les officines gouvernementales qu'ils ne le sont au Canada. La position officielle est pour le moins ambiguë. Les déclarations du ministre des Affaires étrangères, Jorge Castañeda, et du président Fox sont d'appuyer sans réserve les États-Unis dans leur campagne anti-terroriste, initialement appelée «Justice infinie», et de mettre à la disposition des États-Unis (sans même avoir consulté le Congrès) tout le pétrole et l'énergie nécessaires à cette vaste entreprise. Le Congrès, le Sénat et, plus généralement, l'opinion publique sont franchement contre tout engagement politique. Les membres du Parti de la révolution démocratique (PRD) sont même jusqu'à aller demander la destitution par le Congrès du ministre Castañeda, au motif que celui-ci prenait trop de libertés en matière de politique étrangère et qu'il ne consultait pas au préalable les instances législatives. Le quotidien *La Jornada* rapportait dans son édition en date du 29 septembre que le PRD se rangeait aux côtés des défenseurs de la doctrine traditionnelle au Mexique de non-intervention militaire à l'étranger, et titrait la position du parti ainsi: «coopération oui, mais sans alignement», jouant sur la confusion suggérée entre «aliénation» et «alignement». Pour ajouter à l'ambivalence, le Secrétaire de l'économie, Luis Ernesto Derbez, a indiqué, fin septembre, pour les raisons que l'on comprend aisément, que dans la conjoncture économique actuelle, le Mexique devait sortir de sa dépendance économique et commerciale et diversifier ses marchés... Plus généralement parlant, et malgré les premières déclarations

officielles, le Mexique tend maintenant à privilégier une position d'appui diplomatique aux États-Unis, qui exclut la participation militaire du pays, pour privilégier la négociation plutôt que de l'offensive armée.

On en parle peu au Canada, sinon pas du tout, mais au Mexique comme ailleurs en Amérique latine, nombreuses sont les publications et déclarations qui rappellent la quantité impressionnante d'opérations américaines dans l'Hémisphère, comme dans le reste du monde, qui ont provoqué un nombre de victimes bien plus considérable que dans la tragédie des «attaques contre la démocratie et la liberté». Certains voient même dans les attentats du 11 septembre une sorte de retour du balancier. Rien ne justifie l'injustifiable, mais personne ne peut oublier les milliers de morts dont les États-Unis sont responsables et les dictatures qu'ils ont appuyées, au nom de la défense de la liberté et de la démocratie. Le débat est politique, mais il va bien plus loin, parce que, maintenant que la récession est là, nombreux sont ceux qui s'interrogent sur le prix à payer d'une intégration économique presque complète aux États-Unis. C'est un effet indirect des attentats, mais qui pourrait peser lourd dans le débat sur l'intégration des Amériques.

Amérique latine

Le Système économique latino-américain, un organisme basé au Venezuela regroupant 28 pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, a mis en ligne une brève analyse des effets des attentats du 11 septembre aux États-Unis sur les économies de l'hémisphère (<http://sela2.sela.org/WM2/>). Selon SELA, la croissance économique dans l'ensemble de l'hémisphère atteindra à peine 1 % cette année. Les prévisions de SELA viennent revoir à la baisse les pronostics déjà peu optimistes de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CÉPALC), qui prévoyait dans son rapport économique 2000-2001 sur la région, publié au mois d'août (<http://www.eclac.org/>), que le taux de croissance économique de la région atteindra les 2 % en 2001.

L'Institute of International Finance (IIF), une association qui regroupe plus de 300 banques et

institutions financières, est, quant à lui, beaucoup plus pessimiste encore. Dans son dernier rapport sur les pays émergents, *Capital Flows to Emerging Market Economies*, en date du 20 septembre 2001, l'IIF ne cache pas ses inquiétudes en ce qui a trait à l'évolution des marchés financiers en Amérique latine, et dans trois pays en particulier : l'Argentine, le Brésil et la Colombie.

Pour les pays du G7, l'institut prévoit une chute de la croissance de 3,2 % en 2000 à 0,8 % cette année. Pour l'ensemble des pays émergents, la croissance devrait tomber de 5,6 %, l'année dernière, à 2,8 % cette année, et à 1,6 % si l'on enlève la Chine. Pour les 9 pays d'Amérique latine couverts, la croissance du PIB ne devrait pas dépasser 0,6 % cette année, contre 4,1 % en 2000. Le déficit de la balance courante devrait passer, pour les pays d'Amérique latine, de 39,7 à 52 milliards de dollars ÉU, soit, en pourcentage du PIB, de - 2,2 % à - 2,9 %. À lui seul, le déficit courant du Brésil devrait atteindre 27 milliards de \$ É.U. cette année, contre 24 milliards l'année dernière. Si l'optimisme reste de rigueur pour 2002 pour ce qui a trait à la croissance, le déficit courant devrait cependant se creuser d'avantage, pour atteindre, selon les projections, - 57,2 milliards, soit - 3,2 % du PIB.

L'IIF prévoit, pour cette année, une diminution des flux nets de capitaux privés vers les pays émergents, de 60 milliards de \$ environ, pour atteindre 106,1 milliards de \$ cette année contre 166,7 milliards l'année dernière. Pour les seuls pays d'Amérique latine, les flux privés (nets) devraient passer de 61,2 milliards de \$ en 2000 à 44,6 milliards cette année, et, selon les projections, à 42,7 milliards l'année prochaine. La diminution affecte aussi bien les investissements directs que les placements de portefeuille. Les transactions sur les actions devraient passer de 57,1 milliards en 2000 à 49 milliards en 2001 dans le cas des investissements directs, et les flux nets au titre des opérations de portefeuille sur les actions, de - 4,9 milliards de \$ É.U. en 2000 à - 6,4 milliards cette année. Quant aux flux bancaires, ils devraient passer de 3,5 milliards de \$ É.U. en 2000 à - 0,7 milliards en 2001. Dernier chiffre : les décaissements nets vers les créanciers privés sont estimés, pour l'ensemble des pays émergents, à 22 milliards de \$ É.U. cette année ; à

elle seule, l'Argentine aura contribué pour un montant estimé à environ 9 milliards cette année, alors qu'elle avait emprunté près de 4 milliards l'année dernière.

Le tarissement des flux privés affecte l'ensemble des pays d'Amérique latine, mais tout particulièrement l'Argentine, qui souffre de la défiance des investisseurs en raison des risques d'insolvabilité. En juin dernier, l'Argentine est parvenue à renégocier une partie importante de sa dette. L'échange massif de titres, environ 22 milliards de \$ É.U., a permis au pays de repousser les échéances au-delà de 2006, mais les nouvelles dettes s'élèvent négociées en contrepartie s'élèvent à 30,4 milliards de \$ É.U. Les "*spreads*" sur les bons argentins, qui avaient été réduits à 880 points de base en mai, ont dépassé les 1700 points de base en juillet, pour se situer autour de 1400 en août. À la mi-septembre, J. P. Morgan a fait porter le *spread*, après les attaques sur New York, à près de 1000 points de base, contre 700 en juin, pour l'ensemble des pays émergents. Malgré l'appui financier du FMI, le *spread* sur les nons argentins a été relevé de 1075 points de base le 18 septembre dernier. Le Mexique est le seul pays d'Amérique à s'en sortir plus ou moins bien, le *spread* se situant autour de 400 points de base.

Pour les experts financiers de l'IIF, il était clair qu'avant même que les attentats terroristes ne surviennent, l'économie mondiale était engagée dans un mouvement synchronisé de récession, et qu'en raison des crises argentine et turque, le système financier international était de nouveau entré dans une ère de turbulence. Le ton est maintenant franchement alarmant. Dans le cas de l'Argentine, les signaux d'alerte sont tous au rouge : les marchés financiers doutent de la capacité des autorités argentines à maintenir le service de la dette et de la possibilité, malgré l'appui du FMI et des États-Unis, pour le pays de trouver de nouvelles sources de financement. Pour l'IIF, le message est là : "A default or other involuntary approach to these difficulties could have a major negative impact on bond issuance and flows globally".

Même message du côté de l'OCDE, qui vient de publier une étude sur les systèmes de change, *Don't Fix, Don't Float* : les systèmes de changes flottants comme les systèmes de changes fixes ou indexés n'offrent ni sécurité, ni stabilité. Les

premiers, parce qu'ils sont trop contraignants, et les seconds, parce qu'ils engendrent trop d'instabilité. Ni l'un ni l'autre ne peuvent durer. Pour les pays en développement, la voie est difficile, et il n'y a pas de solution magique. Elle passe par des systèmes intermédiaires et par la crédibilité monétaire. Or celle-ci ne se construit pas du jour au lendemain, par la voie rapide de la dollarisation ou de l'établissement de conseils monétaires (*currency boards*), mais plutôt par les institutions et des politiques crédibles. On notera que, si le rapport remet en question la démarche suivie par de nombreux pays, d'Amérique latine en particulier, l'Argentine notamment, de bons points sont par contre accordés au système monétaire européen et à la Zone Euro, une expérience beaucoup plus pertinente qu'on ne le pense généralement pour les pays en développement engagés dans des projets d'intégration régionale. (On pourra trouver plusieurs études sur l'intégration monétaire sur le site du GRIC ainsi que sur celui du GRES : <http://www.unites.uqam.ca/dandurand/groupe/gres>)

MERCOSUR

L'Argentine est plus que jamais au bord de la rupture financière. Comme prévu, le FMI a approuvé, le 7 septembre, une augmentation de la ligne de crédit de l'Argentine auprès de l'institution. L'Argentine s'était vue accorder une ligne de crédit en mars 2000 et celle-ci avait été augmentée en janvier 2001. Avec cette nouvelle augmentation, sa ligne de crédit s'établit maintenant à 21,6 milliards de \$ É.U. Après examen du quatrième rapport de progrès, 6,3 milliards de \$ É.U. ont immédiatement mis à sa disposition, dont 5,1 milliards au titre de la nouvelle augmentation. 1,24 milliard de \$ lui seront octroyés cette année, après examen du cinquième rapport. En outre, l'Argentine pourra utiliser, d'ici 2002, 3 milliards de \$ É.U. au titre du réaménagement de sa dette. Mais le ton est tranchant : les nouvelles politiques mises en place depuis mars ont échoué et ne sont pas parvenues à restaurer la confiance, et le pays reste toujours confronté au risque de financement, voire d'insolvabilité. La Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement ont également apporté leur contribution, respectivement 400 et 500 millions de \$ É.U.

En contrepartie de cet apport d'argent frais l'Argentine s'est engagée, comme il se doit, à mettre en place immédiatement un ensemble de mesures destinées à rétablir au plus tôt l'équilibre des comptes publics. Parmi les mesures annoncées, notons l'augmentation de 0,2 % de la taxe sur les transactions financières (élevée à 0,6 %), la suspension *sine die* de la réforme de la TVA et la suspension des mesures d'allègement de l'impôt sur le revenu. De plus, différentes mesures seront prises pour réduire les dépenses publiques, ce qui inclut une diminution de 13 % des dépenses primaires "non protégées", visant les salaires et les pensions. Le solde primaire du gouvernement fédéral, rapporté au PIB, doit ainsi passer, si tout va bien, de 0,9 % en 2000 à 1,5 % cette année. Quant au déficit public projeté, il est estimé à - 2,7 % du PIB pour le gouvernement fédéral et à - 3,7 % du PIB pour l'ensemble du secteur public.

En dépit du nombre de mobilisations sociales suscitées par l'annonce de nouvelles coupures budgétaires et l'escalade des chiffres du chômage, les institutions financières internationales font preuve d'une remarquable opiniâtreté, continuant d'encourager le gouvernement à persister dans la voie pourtant sans issue de la stabilité du change et à mettre en œuvre les réformes macro-économiques nécessaires pour sauver le peso. Peut-être auraient-elles intérêt à relire les pages que Keynes a écrites à propos du fétichisme de l'or....

Pendant ce temps, le gouvernement argentin continue de courir après les financiers internationaux, pour collecter plus de capitaux encore, en attendant les élections parlementaires d'octobre qui pourraient apporter davantage encore de confusion au chaos économique et politique qui règne en ce moment. De fortes rumeurs, rapidement démenties, évoquaient la démission de Cavallo et celle de De la Rúa, ce qui ne contribue certainement pas à rétablir la confiance des investisseurs étrangers.

Une semaine après l'Argentine, soit le vendredi 14 septembre, c'était au tour du Brésil de se voir accorder l'ouverture d'une ligne de crédit, pour un montant de 15,6 milliards de \$, dont 12,8 milliards provenant de la Facilité de réserve supplémentaire. Le Brésil peut tirer immédiatement sur le Fonds 4,72 milliards et

accéder à une seconde tranche de 460 millions vers la fin de l'année, en fonction des besoins et des progrès réalisés dans l'application de son programme. Le plan budgétaire, adopté fin août par le Congrès, prévoit des diminutions des dépenses publiques de l'ordre de 19 milliards de \$ É.U. pour 2002. Dans son cas, il s'agit avant tout d'un prêt de précaution, le real, qui a perdu plus de 30 % de sa valeur depuis janvier, étant fortement malmené sur les marchés des changes. Les mesures d'accompagnement sont cependant aussi drastiques que pour l'Argentine, l'objectif étant de faire passer l'excédent primaire du secteur public de 3 % à 3,35 % du PIB cette année, et à 3,5 % en 2002.

On peut se demander si ces prévisions sont vraiment réalistes, d'autant que le FMI continue de tabler dans les accords signés sur une croissance de 2,2 % pour cette année et de 3,5 % pour l'année prochaine pour le Brésil, et sur une diminution du PIB de - 2,1 % cette année et de - 1,4 % l'année prochaine pour l'Argentine. Pour l'Argentine, les données officielles indiquent une baisse du PIB, en glissement annuel, de - 1,3 % pour le premier semestre de l'année 2001, et une chute des investissements de - 7,3 %. Pendant ce temps, Cavallo continue de croire au déficit zéro pour l'an prochain, ce qui demandera une croissance du PIB de l'ordre de 6 % ! Quant à la banque centrale du Brésil, elle tente désespérément de freiner la chute du real face au dollar, de plus de 30 % depuis janvier. Elle cherche notamment à restreindre les opérations bancaires en dollars, pour ainsi contrer une spéculation qui mise sur la vulnérabilité extérieure du pays. Le Brésil n'est plus seulement confronté à la crise argentine et aux problèmes causés par les pénuries d'électricité, il est désormais confronté, comme son voisin, à la crise de confiance de la part des investisseurs envers une économie qui est à la fois en perte de vitesse et aux prises avec un déficit courant qui ne diminue pas. Les scénarios optimistes, que laissait entrevoir la forte reprise économique qui a suivi la dévaluation du real, sont aujourd'hui chose du passé. La panique n'a pas encore gagné les investisseurs comme en Argentine, mais le temps est à la prudence, et cette prudence pousse ces derniers à faire leurs comptes et à se protéger contre un futur pour le moins incertain. Il n'y a

pas que le Brésil qui soit affecté par la mauvaise conjoncture.

La relation bilatérale entre l'Argentine et le Brésil continue de vivre des heures pour le moins difficiles. Les représentants brésiliens du commerce, et le Président Cardoso lui-même, ont à plusieurs reprises pendant ce dernier mois manifesté leur impatience devant les déclarations parfois hostiles du Ministre de l'économie de l'Argentine, Cavallo, lequel ne s'est pas gêné pour critiquer la dépréciation du real brésilien et ses effets sur le commerce entre les deux pays, tout en proposant, sans succès, que les pays membres du MERCOSUR suivent l'exemple de l'Argentine et adoptent un régime de parité des changes avec le dollar. En réponse aux invectives de Cavallo, le ministère du Commerce du Brésil a tenu à rappeler que l'Argentine enregistre de bons surplus commerciaux depuis deux ans, 600 pour 2000 et 700 millions de \$ É.U. pour 2001, selon les dernières prévisions. L'ambassadeur du Brésil auprès du MERCOSUR, José Botafogo Gonçalves, a même été jusqu'à réclamer une amende de 100 millions de \$ É.U. à l'Argentine pour les « excès » d'exportations automobiles vers le marché brésilien, une requête sans suites sérieuses bien sûr.

Un point d'entente néanmoins : les positions des pays du MERCOSUR sur les subventions agricoles dans les pays industrialisés se durcissent. Fin août et suite à leur rencontre à Rio, les Ministres du travail du Marché commun ont en effet produit une déclaration commune rendant responsables les politiques protectionnistes des pays industrialisés des taux de chômage dans la région. Ils y ont également dénoncé le fait que de nombreux produits agricoles, comme les oranges, le sucre, le café soluble et l'acier, continuent de rencontrer des barrières à l'entrée aux États-Unis. Ce qui n'a pas empêché les négociateurs du MERCOSUR de s'entendre avec les États-Unis, lors de la rencontre 4 + 1 à Washington, pour faire de l'agriculture une priorité lors de la prochaine négociation multilatérale et, comme il se doit, de dénoncer la politique agricole européenne.

En préparation de la prochaine réunion des ministres du Travail de l'hémisphère qui aura lieu au Canada en octobre, les représentants du MERCOSUR ont également rencontré leurs vis-à-

vis de la Communauté andine (Bolivie, Équateur, Pérou et Venezuela) afin de s'entendre sur une position commune dans le Cône sud. Par ailleurs et dans le cadre de la rencontre des quinze pays membres du groupe de Cairns (regroupant les exportateurs agricoles membres de l'OMC partageant une position commune contre les subventions dans ce secteur) tenue à la première semaine de septembre à Punta del Este, les ministres de l'Agriculture ont décidé de faire

pression auprès des États-Unis pour que ceux-ci disposent de la *Trade Promotion Authority* avant la prochaine rencontre de l'OMC prévue pour novembre prochain au Qatar. On notera que les propositions du groupe de Cairns excluent les clauses sociales et environnementales, et prévoient une «réduction agressive des barrières au commerce, et ce, en une seule étape».

Économie, commerce et sécurité dans les Amériques

De la lutte contre le terrorisme économique aux codes

L'attaque contre le World Trade Center et le Pentagone ne remet pas seulement en question la sécurité internationale, mais également la sécurité économique. Depuis plusieurs années déjà, les centres financiers off-shore sont pointés du doigt, pour la vulnérabilité de leurs institutions financières autant que pour les montants considérables de capitaux, le plus souvent d'origine douteuse, pour ne pas dire criminelle. La crise asiatique a servi de catalyseur, avec le résultat que le FMI et la Banque mondiale, en collaboration avec le Groupe de Bâle et de nombreuses associations professionnelles internationales (assurances, valeurs mobilières, etc) travaillent à l'élaboration de codes et de normes visant à réduire les risques monétaires et à améliorer la solidité et la supervision des institutions financières dans les centres off-shore.

De son côté, le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI), un groupe mis sur pied il y a une dizaine d'années au sein de l'OCDE et formé de 29 pays pour lutter, comme son nom l'indique, contre le blanchiment des capitaux et obliger les pays à prendre des mesures adéquates de surveillance et remédier aux "lacunes" de leur législation et réglementation financières. La pression qu'exerce le GAFI sur les pays récalcitrants est particulièrement forte. Celui-ci dresse en effet depuis l'année dernière une liste des pays et territoires non coopératifs (PTNC), ce qui peut être lourd de conséquences

pour les pays qui y figurent dans la mesure où les pays membres se trouvent invités à prendre des mesures de rétorsion contre ceux-ci. Pour être retiré de la liste, un pays doit mettre en œuvre des mesures spécifiques pour remédier aux défaillances identifiées par le GAFI dans ses rapports, des mesures qui doivent de surcroît l'aval du GAFI.

Le 22 juin dernier, le GAFI a publié son douzième rapport annuel. Suite à la publication de ce rapport, des discussions ont eu lieu avec les pays visés et après examen début septembre, le 6, le GAFI a décidé de ne pas appliquer de "contre-mesures" à la Russie, mais il a par contre décidé d'ajouter deux nouveaux pays à la liste, la Grenade et l'Ukraine. Deux pays n'ont pas passé l'examen : Nauru et les Philippines. Le premier a jusqu'au 30 novembre 2001 et le second jusqu'au 30 septembre 2001 pour adopter des mesures adéquates, à défaut de quoi des "contre-mesures" seront appliquées par les pays membres. Après mise à jour, la liste des PTNC se composent des pays et territoires suivants : Îles Cook, Dominique, Égypte, Grenade, Guatemala, Hongrie, Indonésie, Israël, Liban, Îles Marshall, Myanmar, Nauru, Nigeria, Niue, Philippines, Russie, St. Kitts et Nevis, St. Vincent et les Grenadines, et l'Ukraine. En réponse, les centres *offshore* ont créé cet été une association pour les défendre et améliorer leur image auprès du public....

Le problème vient cependant du fait que l'administration Bush n'a pas jusqu'ici fait preuve

d'un enthousiasme débordant pour les travaux du GAFI, questionnant même la légitimité du GAFI, au motif que, premièrement, ses travaux mettent en cause le principe, sacro-saint pour les États-Unis, de la souveraineté nationale, et, deuxièmement, que la concurrence fiscale et financière entre les pays est une bonne chose en soi. Elle rejoint ainsi les milieux financiers, voire également les institutions caritatives, qui entendent continuer à profiter des multiples avantages que leurs offrent ces nombreux paradis fiscaux et centres *offshore* par lesquels transitent quotidiennement des centaines de milliards de \$, et ce, dans la discrétion la plus complète et de la manière la plus opaque qui soit, ce qui n'est pas le moindre des paradoxes si l'on considère l'importance attachée par les institutions financières internationales à la transparence et aux codes de bonnes pratiques pour à la fois responsabiliser les acteurs privés et publics à la prévention des crises systémiques et, par une meilleure gouvernance, mieux superviser les opérations financières.

On peut penser que, maintenant, l'administration Bush ne verra peut-être plus les choses de la même façon. Il est d'ailleurs très significatif que le bureau américain de contrôle des actifs étrangers (*Office of Foreign Assets Control*, OFAC), qui relève du Trésor, est devenu particulièrement actif par les temps qui courent, de quoi faire oublier peut-être les bévues et autres errances de la CIA et du FBI. Même les autorités de surveillance des marchés boursiers, la Securities and Exchange Commission (SEC) notamment, sont aujourd'hui interpellées et prennent très au sérieux les mouvements spéculatifs à la baisse qui se seraient produits avant les attentats autour de certains titres particulièrement bien choisis. Un délit d'initié, aurait-on dit en d'autres temps, mais qui aurait permis de réaliser de solides gains sur les titres en question dès l'ouverture de la bourse de New York... Mais, que ce soit à Londres, plaque tournante des fonds occultes, à Paris, à New York, à Chicago ou ailleurs, si les soupçons n'ont pas été levés, les enquêtes ont toutes tourné court pour le moment, faute d'indices sérieux, mais peut-être aussi faute de pouvoir suivre les pistes et de retracer les noms d'investisseurs aussi clairvoyants, ceux qui se trouvent derrière les *hedge funds* en particulier, ce qui en dit long sur

l'opacité des marchés de l'argent, mais aussi sur la faiblesse des moyens dont les autorités financières disposent dans l'exercice de leur fonction de contrôle.

On a du mal à évaluer la valeur des activités criminelles dans le monde ; certains, comme le GAFI, parlent de 1000 milliards de \$ É.U. par année, d'autres de 3000 milliards. Mais une chose est sûre, les sommes sont considérables et, d'une manière ou d'une autre, celles-ci sont réinjectées dans les circuits financiers normaux, via les centres *offshores* notamment. Or, non seulement leur nombre a augmenté de manière exponentielle en quelques années à peine, mais également la valeur des capitaux qui y transitent, et, bien entendu, le nombre et la valeur des transactions d'origine criminelle. Dans l'immédiat, les ministres du G 7 vont se réunir, début octobre pour traiter de la lutte contre le terrorisme économique, mais il ne s'agit là que de la pointe de l'iceberg. La question du financement des activités terroristes est au cœur de la riposte américaine, mais par-delà cette question, c'est aussi tout le problème des règles et des codes de bonnes pratiques qui doit être soulevé.

Avec la globalisation, l'environnement de la coopération a changé. D'une part, les règles nationales ne sont plus suffisantes, ni adaptées aux réalités d'une économie mondialisée. Les marchés sont devenus mondiaux, et avec eux, les normes, standards, etc. doivent être mondiales. En quelque sorte, il faut sortir les règles, le droit des frontières nationales. Les efforts qui vont dans ce sens sont multiples, et ils touchent à des domaines aussi divers que la protection de l'investissement, les politiques de la concurrence, la comptabilité, les assurances, les règles financières prudentielles, les faillites, le transport, etc. Ce qui remet en question la souveraineté des États, un problème que l'on essaie de contourner en empruntant, parallèlement à la voie multilatérale, la voie régionale et, ce qui est plus généralement le cas, la voie bilatérale.

Mais d'autre part, et c'est l'autre versant du problème, la globalisation des marchés a libéré les entreprises mais également les États d'un certain nombre de contraintes, avec pour conséquence, premièrement, que c'est l'approche du cavalier seul qui tend à l'emporter sur celle de la coopération, chacun essayant de tirer son épingle

du jeu, et, deuxièmement, que la concurrence ne s'applique pas seulement aux entreprises, mais également aux États. Le problème est devenu suffisamment sérieux pour que d'intenses efforts soient déployés pour responsabiliser les entreprises comme les États et essayer de trouver de nouvelles approches en matière de coopération. À l'heure actuelle, il y a deux approches. La première, c'est celle du droit, du droit supranational qui descend de haut en bas, vers les marchés et vers les États. Quitte à simplifier les choses, c'est l'approche européenne, lente, difficile, mais peut-être la plus prometteuse comme on peut le constater dans le domaine monétaire, un domaine pourtant considéré comme l'un des domaines par excellence de souveraineté des États. La seconde approche est celle des codes de bonnes pratiques. Plus souple, et plus respectueuse de l'autonomie des acteurs que la première et qui vise avant tout à gérer les risques, risque de marché et risque de souveraineté, non à défendre l'idée de bien commun, d'intérêt commun. C'est la moins exigeante, et c'est celle qui a le vent en poupe au niveau des institutions internationales, mais également dans les Amériques.

Dans l'immédiat, les attentats ont brutalement mis en lumière un problème : celui des réseaux financiers occultes, qui profitent du laxisme réglementaire. Mais, par-delà le problème de la lutte économique contre le terrorisme, et malgré la multiplication des initiatives, le problème est maintenant de savoir si les gouvernements sont prêts à aller plus loin et s'ils sont prêts à se pencher beaucoup plus sérieusement qu'ils ne l'ont fait jusqu'ici sur l'architecture du système financier international. Les groupes de travail et les forums sont nombreux et touchent tous les domaines de l'économie globale. Que la voie privilégiée soit celle du droit ou celle des codes de bonne pratique, il n'en demeure pas moins que la question centrale est de savoir jusqu'où les acteurs, publics et privés sont prêts à aller dans la prévention et la gestion des risques dits systémiques. Autrement dit, quelle marge de liberté ceux-ci sont prêts à perdre au nom de l'intérêt commun. Et c'est là tout le problème. Jusqu'à présent les résultats sont extrêmement décevants, comme l'a reconnu lui-même il y a peu en entrevue l'ex-numéro deux du FMI, Stanley Fischer. Les attentats forcent tout le monde à

s'interroger, mais jusqu'où ira cette interrogation ? De ce côté-là, il y a tout lieu de craindre que la solidarité n'ira guère plus loin que celle qui s'exprime actuellement dans la lutte contre le terrorisme et qu'à défaut de voir d'autres pays prendre des initiatives, ce soient une nouvelle fois les États-Unis qui fixent l'agenda, en fonction de leurs intérêts et en fonction de la vision qui est la leur de la stabilité de l'économie mondiale. On en a un bon indicateur avec le commerce.

La lutte contre le terrorisme par le commerce...

Profitant du contexte tragique pour en appeler au patriotisme économique des Américains et au *leadership* des États-Unis dans le monde, l'administration Bush a lancé une grande offensive pour faire ratifier par le Congrès ses projets de lois et accords commerciaux signés, dont celui avec la Jordanie, et obtenir de celui-ci la *Trade Promotion Authority*. Le Représentant au Commerce ne lésine pas avec les mots : il faut contrer le terrorisme par le commerce ! (Voir le document : *Countering Terrorism with Trade*, <http://www.ustr.gov/>). Dans un autre discours, "American Trade Leadership : What is at Stake", celui-ci va plus loin encore : "I have always felt that openness is America's trump card - openness to goods, to services, to capital, to people, and to ideas. Openness is what keeps the United States competitive, fresh, and dynamic. It ensures that America can draw on on the best that the world has to offer".

Dans la surenchère verbale, le président de l'American Enterprise Institute for Public Policy Research, Christopher DeMuth, fait de la Trade Promotion Authority (TPA) une composante centrale de tout programme de relance économique et de la campagne de mobilisation contre le terrorisme. Même son de cloche de la part des grands *Think Tanks* de Washington qui, une fois n'est pas coutume, font consensus pour apporter leur appui à l'administration Bush dans sa croisade pour le libre-échange et l'ouverture des marchés. Il faut dire que les enjeux commerciaux, mais aussi politiques, sont de taille, puisque ce dont il est question, c'est à la fois du *leadership* des États-Unis dans les affaires internationales, de l'avenir de l'économie

américaine comme centre de gravité de l'économie mondiale et des règles et cadres normatifs qui doivent venir encadrer la globalisation des marchés.

Dans l'immédiat, les priorités de l'administration américaine vont dans deux directions : l'ouverture d'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales, à Doha en novembre prochain, d'une part ; et la conclusion heureuse des négociations commerciales hémisphériques, d'autre part.

Pour Doha, l'administration Bush s'en tient à l'agenda initial, et, si, plus que jamais, la rencontre ministérielle de l'OMC doit avoir lieu, aux arguments déjà connus en faveur du libre-échange multilatéral, celle-ci en ajoute trois nouveaux. Le premier est au motif que la croissance de l'économie américaine a été responsable du près du tiers de la croissance de l'économie mondiale entre 1998 et 2000, et qu'en conséquence, la relance de l'économie américaine, donc de l'économie mondiale, passe par la relance du processus de libéralisation des échanges à l'échelle mondiale, et non par le repliement sur soi et l'isolationnisme. Second argument, les importations américaines en provenance des pays en développement ont augmenté, depuis la mise en œuvre des accords Uruguay, plus rapidement que celles en provenance des pays membres de l'OCDE, exception faite du Canada et du Mexique. Enfin, troisième argument, outre le fait que 12 millions d'emplois liés aux exportations et que ces emplois sont rémunérés entre 13 et 18 % de plus que la moyenne nationale, une étude récente montrerait que l'ALENA et les accords Uruguay auraient permis d'augmenter le revenu annuel moyen d'une famille américaine de 4 personnes d'un montant compris entre 1260 et 2040 \$. L'ALENA aurait engendré des gains de l'ordre de 140 à 720 \$ par année, et les accords Uruguay, des gains de l'ordre de 600 à 800 \$ par famille. En somme, de quoi satisfaire tout le monde, et répondre ainsi aux critiques.

On interprètera ces chiffres comme on veut mais il est néanmoins intéressant de relever que sa dernière Étude économique du Canada (2001) (<http://www.oecd.org/oecd/pages/home/displaygeneral/0,3380,EN-document-0-nodirectorate-no-14-9734-0,00.html>), l'Organisation de coopération et développement économique

(OCDE) reconnaît enfin que les États-Unis ont particulièrement bénéficié du processus d'intégration économique catalysé par l'ALÉNA, tandis que la relation économique bilatérale Canada-Mexique a peu significativement prospéré depuis l'entrée en vigueur de l'Accord en 1994 (http://www.unites.uqam.ca/gric/pub_benessaieh.html).

Le second dossier prioritaire est celui des Amériques. Là encore, les États-Unis ne chôment pas. Une première rencontre s'est tenue à Washington, lundi 24 septembre, entre le Représentant au Commerce des États-Unis, Robert R. Zoellick, et les ministres des Affaires extérieures des quatre pays du MERCOSUR dans le cadre des négociations commerciales 4 + 1. La rencontre avait surtout pour objet de relancer le processus de négociation convenu dans le cadre de l'accord Rose Garden de 1991, mais laissé sans suite. Les ministres sont convenus de revigorer Le Conseil sur le commerce et l'investissement prévu par l'accord et de se donner un coordonnateur pour les négociations. La prochaine rencontre doit avoir lieu après la conférence ministérielle de l'OMC. Pour le moment, tout le monde est d'accord pour appuyer le lancement d'un nouveau cycle de négociation à l'OMC, ouvrir les marchés agricoles, redoubler d'effort dans la phase finale de négociation dans les Amériques, et approfondir les liens commerciaux entre eux. Le même jour, à Managua, au Nicaragua, les États-Unis amorçaient des consultations commerciales avec cinq pays d'Amérique centrale, soit le Costa Rica, le Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua. Les États-Unis ont engagé le même processus avec Panama, dans le cadre du conseil bilatéral sur le Commerce et l'investissement.

Autre dossier d'importance, celui de la démocratie. La Charte démocratique interaméricaine a finalement été adoptée par les ministres des Affaires étrangères, lors d'une assemblée générale extraordinaire de l'OEA, tenue le 11 septembre 2001 à Lima.

Enfin, mentionnons que l'Organisation des États américains convoquera au début d'octobre le Comité international contre le terrorisme afin d'y discuter de la sécurité dans les Amériques, dans le cadre du Traité interaméricain d'assistance mutuelle (TIAR) — le «Traité de Rio» datant de 1948. Les 34 pays membres de

l'organisation ont entre-temps adopté une nouvelle résolution condamnant les attentats du 11 septembre, et affirmant leur volonté de coopérer dans la lutte contre le terrorisme menée maintenant par les États-Unis. Les 23 pays membres du TIAR n'ont pas tous vu d'un bon oeil la réactivation du traité, défendue notamment par l'Argentine et le Brésil. Le Mexique, la Colombie et l'Uruguay ont, quant à eux, préféré adopter une position plus floue mais assez pertinente, invoquant notamment le fait que le pacte militaire n'est plus adapté aux nouvelles questions de sécurité, comme le terrorisme.

Au Cône sud et après que les États-Unis aient déclaré la triple frontière entre le Paraguay, l'Argentine et le Brésil comme zone suspecte en raison de la présence possible de cellules islamistes (surtout au Paraguay), le Paraguay a presque d'immédiat militarisé ses frontières, mobilisant quelque 500 000 soldats. Les trois pays se sont en outre entendus à la fin septembre pour former un nouveau groupe de travail permanent chargé de mettre en place un plan de sécurité pour cette zone, chose faite dès la réunion des Ministres de l'intérieur et de la Justice du MERCOSUR, et la création d'un Groupe de travail permanent pour la prévention et le combat au terrorisme. Enfin et en Amérique centrale, les membres du Comité de sécurité de la région ont décidé d'une nouvelle résolution mettant la priorité sur la lutte au terrorisme, suivant un plan d'action qui sera défini dans les prochaines semaines.

Questions commerciales

Le département du Commerce des États-Unis a publié, début septembre, les données sur les transactions internationales des États-Unis pour le second trimestre. Le déficit du compte courant a baissé par rapport au premier trimestre, pour passer de - 111,8 milliards à - 106,5 milliards de \$ É.U.. Le déficit sur les biens et services passe de 95 milliards à 88,9 milliards de \$ É.U. (- 107,8 milliards pour le compte marchandises et 18,9 milliards pour celui des services). Pour le mois de juin, les exportations de marchandises s'élèvent à 60,8 milliards de \$ É.U., contre 62,8 milliards en mai, et les importations à 96,5 milliards, contre 97,3 milliards en mai. Le déficit sur les biens et services a augmenté de 0,9 milliards de \$ É.U. par

rapport à mai, pour atteindre - 29,4 milliards de \$ É.U. (- 28,5 en mai).

Dans les premiers jours de septembre, les États-Unis se sont opposés à la requête du Canada de porter à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) le différend actuel sur le bois-d'oeuvre (voir chronique précédente). Le Canada demandait une consultation « urgente et immédiate » de l'OMC sur la décision récente des États-Unis d'imposer un tarif de 19,3 % sur le bois-d'oeuvre canadien. Dans ces cas extrêmes, l'OMC exige en effet un accord mutuel entre les parties avant de se saisir de la dispute commerciale en question. Les deux parties ont jusqu'au début novembre pour s'entendre avant que l'OMC ne puisse former un panel de résolution des différends, et engager une procédure qui durerait jusqu'à un an et demi, sinon davantage. Entre-temps, les deux parties ont accepté de mettre sur pied un groupe de travail avec le mandat de négocier une solution au litige, ce qui permettrait d'éviter de porter le dossier devant l'OMC. En attendant les résultats des travaux du groupe d'experts, les États-Unis étudient néanmoins la possibilité d'imposer un droit compensateur permanent allant dans les 15 % sur le bois-d'oeuvre canadien.

Le différend dans le secteur de l'acier, impliquant surtout des pays d'Europe orientale, mais aussi le Canada et le Mexique, est loin d'être fini. La Commission internationale du commerce des États-Unis devait tenir des audiences vers la mi-septembre avec les principaux représentants du secteur sidérurgique (lesquels réprouvent pour la plupart les mesures protectionnistes récemment adoptées), mais les attentats du 11 septembre ont empêché que de plus amples discussions ne soient entreprises. La Commission a jusqu'au 20 octobre prochain pour déterminer quels sont les pays qui seront accusés de porter préjudice à l'industrie américaine. Il reviendra au président Bush de décider, d'ici la mi-février, si ce procès commercial s'appliquera ou non aux partenaires de l'ALÉNA.

Le Secrétaire d'État, Colin Powell, et le ministre des Affaires étrangères du Mexique, Jorge Castañeda, se sont rencontrés pour la 18e réunion de la Commission bilatérale Mexique-États-Unis. La rencontre a permis de mettre sur pied sept nouveaux groupes de travail qui se

chargeront d'explorer les thèmes de l'immigration, la politique extérieure, les affaires frontalières, le commerce, les questions légales, l'énergie et la coopération bilatérale. Les médias ont particulièrement attiré l'attention sur le dossier de la légalisation des immigrants mexicains et de la mobilité temporaire des travailleurs mexicains aux États-Unis. Cependant, et malgré l'appui du Président Bush aux requêtes de Vicente Fox, cet agenda — qui soulève de fortes polémiques dans l'opinion publique de même qu'au Congrès — n'a pas particulièrement avancé lors de la réunion de la Commission. À l'issue de la réunion, comme de la rencontre entre les deux présidents qui avait lieu simultanément,

la création d'un groupe d'experts chargés d'étudier la question migratoire laissait néanmoins entrevoir de possibles avancées. Mais, après les événements du 11 septembre, il semble aujourd'hui presque impensable que ce dossier ne soit rapidement ré-ouvert, le temps étant au contrôle des frontières plutôt qu'à la libre circulation des personnes. Le 20 septembre, le *Washington Post* publiait d'ailleurs un éditorial annonçant la mise au rancart du dossier migratoire, le gouvernement américain ayant d'autres urgences : «Immigration reform, once the hottest topic in Mexico City, now seems like a debate that could happen only in the luxury of peacetime.»

BRÈVES HÉMISPHERIQUES

- L'OMC a mis en ligne dès le 17 septembre son étude spéciale sur les États-Unis de 2001, dont le résumé est disponible sur son site au <http://www.wto.org>, dans laquelle elle attire l'attention sur le fait que même si les États-Unis demeurent un des marchés les plus ouverts dans le monde, un certain nombre de mesures en limitant l'accès, notamment dans les secteurs du textile, du vêtement, du transport et de certains services, demeurent en vigueur. Le document donne aussi un rapide tour d'horizon des différentes barrières à l'importation (quotas, droits compensatoires et autres), des sanctions commerciales appliquées depuis 1998, ainsi que des mesures spécifiques visant à appuyer les exportations nationales des secteurs agricole et industriel.

- Début septembre, la Banque interaméricaine de développement (BID) a accordé au Mexique une nouvelle ligne de crédit totalisant les 1005 millions de \$ É.U. Près d'un tiers du montant sera alloué au Programme Procampo destiné principalement au financement des petits agriculteurs, et le restant sera destiné à un programme de construction de logements pour familles à faible revenu.

- La Banque a également débloqué un nouveau crédit à la Colombie totalisant les 400 millions de \$ É.U., lesquels seront destinés à la consolidation

fiscale des administrations sub-nationales du pays. Pour les intéressés, le *Monde diplomatique* d'octobre 2001 vient aussi de publier un dossier spécial sur la situation socio-politique du pays, mettant notamment l'emphase sur l'impopulaire Plan Colombie, au <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/ameriquelatine>.

- À la troisième semaine de septembre, la BID a approuvé un nouveau prêt de 75 millions de \$ É.U. à l'Uruguay, qui canaliserait principalement les fonds (de co-investissement, puisque le gouvernement uruguayen injectera les autres 75 millions restants pour couvrir l'ensemble du programme) vers la réforme de système de santé. Le crédit est accordé sur une période de 20 ans, avec une période de grâce de cinq ans et un taux d'intérêt variable annuel actuellement de 6,97 %.

- Les pays membres du G-3 (Mexique, Colombie et Venezuela) ont annoncé à la fin septembre leur intention de procéder à l'accélération des réductions tarifaires et non-tarifaires dans leur échanges commerciaux et financiers. Les produits de la pétrochimie, du caoutchouc et pneus, du textile, de l'agroindustriel ainsi que les appareils de téléphonie bénéficieront particulièrement des réductions tarifaires prévues. L'initiative vise essentiellement à pallier les effets du

ralentissement économique aux États-Unis sur le plan du commerce dans l'hémisphère.

•Les grandes lignes du *Rapport sur l'investissement dans le monde 2001* de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) en Amérique latine et les Caraïbes sont en ligne au <http://www.unctad.org/wir/index.htm>. Le document indique que l'investissement étranger direct vers la région a chuté de plus de 22 % en 2000, pour atteindre les 86 milliards de \$ É.U. Le Brésil et le Mexique se partagent toujours les premières places comme pays hôtes, tandis que l'Argentine et le Chili ont vu leurs parts respectives décliner substantiellement.

•C'est maintenant quasiment chose faite, la seconde longue marche de la Chine, comme l'a déclaré le négociateur chinois, Long Yongtu, devrait bientôt prendre fin et la Chine entrer dans l'OMC, logiquement au premier semestre 2002. Taiwan devrait suivre, conformément à l'accord informel de 1992.

•Enfin, la réunion annuelle du FMI et de la Banque mondiale prévue pour la fin septembre a été annulée et reportée, suite aux attentats aux États-Unis. Compte tenu des événements, seuls quelques milliers de manifestants contre la globalisation se sont tout de même rencontrés à Washington pour une mobilisation pacifiste dénonçant la politique militariste du gouvernement Bush. À ce sujet d'ailleurs, d'innombrables mobilisations contre la guerre ont eu lieu dans l'hémisphère comme ailleurs dans le monde. Une jolie pancarte brandie par un gamin sur le Zocalo à Mexico : « Que Bush y Osama se partan la madre y dejen al mundo en paz », tandis que l'écrivain Carlos Monsivais terminait sa chronique de la fin septembre dans le magazine *Cambio* ainsi : « Tal vez sean excesivas mis conclusiones pero las pretensiones de la Operación Justicia Infinita son interminables. »